

## "L'EUROPE EST SEPARATISTE !"

### OU LES AVATARS DU DISCOURS DE L'UNITE EN TURQUIE

Elise Massicard

Centre Marc Bloch, Berlin

Le 18 juin 2000, le premier quotidien de Turquie, *Hürriyet*, présentait un rapport sur l'Union Européenne du Conseil de Sécurité Nationale<sup>1</sup>. Ce réquisitoire sévère contre les critères de Copenhague – que la Turquie doit remplir, depuis son admission au statut de candidat en décembre 1999, pour que les négociations commencent - déplorait les recommandations de l'Union "portant atteinte à notre intégrité territoriale", voire même "conduisant au séparatisme". Ce genre d'accusations n'est pas isolé, bien au contraire. A tel point que ce même journal – marqué, il est vrai, par un certain nationalisme – titrait, lors de la publication de l'accord de partenariat de la Commission avec la Turquie en novembre 2000, "l'Europe est séparatiste".

Certes, en Turquie, l'Europe est régulièrement accusée de soutenir le nationalisme kurde et l'islamisme – notamment en leur offrant refuge ou en défendant certains de leurs militants au nom des "droits de l'homme" – et d'œuvrer ainsi contre les intérêts nationaux turcs. La reconnaissance récente, par plusieurs parlements européens, du génocide arménien n'a pas arrangé les choses. Cependant, l'étonnement face à l'absurdité de telles affirmations persiste : n'a-t-on jamais vu l'Union œuvrer au démantèlement ou à la déstabilisation d'un pays membre ou même candidat ?

---

<sup>1</sup> Le Conseil de Sécurité Nationale (*Milli Güvenlik Kurumu*, MGK) est présidé par le chef d'Etat, et composé du Premier Ministre, des ministres des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur ; ainsi que des commandants en chef de l'armée de terre, de la marine, de l'armée de l'air, de la gendarmerie, et du chef d'Etat-Major des armées. Cet organe, qui se réunit chaque mois, a des prérogatives importantes sur la politique de l'Etat.

Ces allégations viennent principalement de la part des militaires, ouvertement réticents face à la perspective de l'entrée dans l'Union et aux pertes de souveraineté qu'elle entraînerait<sup>2</sup>. Cependant, elles sont manifestement plus larges : régulièrement relayées par la presse à grande audience, elles répondent à une ensemble de schèmes interprétatifs préconçus qui, bien au-delà de la politique européenne, s'étendent à la quasi-totalité des problèmes politiques et sociaux, et qu'il conviendra ici d'éclairer.

## L'UNITE SACREE

La formation et la prégnance, en Turquie, d'un "discours officiel", relayé notamment par les manuels scolaires et les institutions étatiques – surtout l'armée –, est avérée<sup>3</sup>. Ces dogmes tournent autour de la défense de l'unité nationale (principalement contre les nationalistes kurdes) ou de la laïcité (contre les islamistes). Ce corpus reprend d'ailleurs des schémas classiques de la construction de la menace, et notamment du mythe de l'unité<sup>4</sup>. On remarque ainsi la récurrence du champ sémantique de l'unité – *bütünlük* (totalité), *birlik ve beraberlik* (unité et concorde), *bölücülük* (séparatisme) *ayırma* (séparer). Le mythe de la conspiration est également très présent, comme le montre la fréquence, dans ce discours, de termes comme *tahrik* (provocation), *provokasyon* (provocation), *oyun* (machination, complot), *körüklemek* (attiser), *tezgahlamak* (tramer), *kışkırtmak* (exciter, provoquer). Il va sans dire que ces termes sont chargés de jugements de valeur. Cette grille de lecture sécuritaire implique en outre la recherche d'un ennemi intérieur<sup>5</sup> – souvent en relation avec des puissances étrangères malveillantes – qui travaille à la destruction de la Turquie. Face à ces "dangers", sont affirmés les dogmes intouchables de sécurité, de laïcité, et surtout, *d'unité*. Ils ne se présentent pas ouvertement comme une idéologie, mais comme l'expression d'une rationalité liée à des contraintes de sécurité. Ils s'accompagnent, en outre, d'une série de pratiques, comme la mise en scène et la vénération du drapeau turc<sup>6</sup>.

---

<sup>2</sup> Hamit BOZARSLAN, "La candidature de la Turquie à l'Union Européenne: Enjeux internes et immigration", *Politique étrangère*, 2/2001, p. 371-384.

<sup>3</sup> Voir notamment Etienne COPEAUX, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste. 1931-1993*, Paris : CNRS, 1997 et, du même auteur, *Une vision turque du monde à travers les cartes, de 1931 à nos jours*, Paris : CNRS, 2000.

<sup>4</sup> Raoul GIRARDET, *Mythes et mythologies politiques*, Paris : Seuil, 1990.

<sup>5</sup> Voir à ce sujet le numéro 43 (2001) de la revue *Culture et Conflits*, dirigé par Ayşe CEYHAN et Gabriel PERIES, et consacré aux figures de l'ennemi intérieur..

<sup>6</sup> Voir à ce sujet Günter SEUFERT, "The sacred Aura of the Turkish Flag", *New Perspectives on Turkey*, 16, 1997, p. 53-61; voir aussi Etienne COPEAUX, Claire MAUSS-COPEAUX, "Le drapeau turc, emblème de la nation ou signe politique ?" *CEMOTI*, n°26, juillet-décembre 1998, p. 271-291.

En effet, ce discours n'est pas seulement le fait d'institutions étatiques obsédées par la sécurité, mais est également relayé par la presse à grande audience. Celle-ci, aussi libre soit-elle, est tenue de se conformer à la sémantique officielle. Aussi le ministère de l'Intérieur envoie-t-il régulièrement des guides de référence à la Radio Télévision d'Etat – mais qui sont de fait également imposés aux médias non-étatiques – précisant les catégories à utiliser pour décrire les personnes ou les événements. Par exemple, il est déconseillé de parler "d'opération de sécurité", on préférera "poursuite de criminels et de terroristes" ; de même, "l'insurrection kurde" et "les activités marxistes-léninistes" sont bannies au profit d'"activités terroristes" ; dans la même veine, les "leaders kurdes" deviennent des "chefs de tribus"<sup>7</sup>. En cas de non-respect de ces directives ou encore de couverture jugée trop importante d'événements dérangeants comme les activités de l'extrême-gauche, des sanctions sont courantes, qui peuvent aller d'amendes financières à la fermeture temporaire des stations de radio<sup>8</sup>. Ainsi les médias, étatiques ou privés, fonctionnent largement comme un relais de cette idéologie sécuritaire, ce qui s'accommode bien avec des critiques des dysfonctionnements du système, ou encore des campagnes de presse ponctuelles contre une personnalité corrompue ou stigmatisée.

De fait, ce discours sécuritaire permet de cristalliser et de canaliser une partie du mécontentement dû à la situation sociale et aux dysfonctionnements du système (forte demande de réforme institutionnelle, critique de la corruption, sentiment d'aliénation et de manipulation par des intérêts obscurs...) ; il acquiert ainsi une certaine force de mobilisation de l'opinion publique. Celle-ci est sensible à l'appel de "l'unité", ainsi qu'aux thèmes de la "menace" et des "ennemis" aux visages multiples. Il est vrai que la figure de l'ennemi intérieur est rendue particulièrement plausible par la mémoire de la période de "l'anarchie" de la fin des années 1970, guerre civile larvée<sup>9</sup>. C'est donc en s'appuyant sur ce corpus de représentations courantes et cette hantise de l'unité que l'armée peut légitimer son opposition aux réformes demandées par l'Union Européenne par la "défense de la patrie contre de nouveaux traités de Sèvres".

---

<sup>7</sup> Les notes du ministère de l'Intérieur notifiant aux médias les termes à employer ne sont pas rares. Voir par exemple *Hürriyet*, 31 mars 2001, ou encore *Turkish Daily News*, 5 avril 2001. Récemment, le Conseil de Sécurité Nationale a même mis en place une commission pour standardiser l'utilisation de la terminologie kémaliste.

<sup>8</sup> Voir par exemple Tayfun İSBİLEN, "Uyarı alan radyolar yargı yolunda", *Cumhuriyet*, 22 mars 1995.

<sup>9</sup> Pour une analyse de cette période, on pourra se référer à l'article d'Hamit BOZARSLAN, "Le phénomène milicien : une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970", *Turcica*, vol. XXXI (1999), p. 185-244.

## UNITE ET DIVERSITE DES "DEFENSEURS DE L'UNITE"

Or, l'analyse de la presse des années 1990 montre que ce type de discours n'émane pas seulement de sources officielles relayées par les médias, mais est repris par la quasi-totalité des acteurs politiques, y compris d'opposition : kémalistes certes, mais aussi libéraux, nationalistes, islamistes... Seuls, certains nationalistes kurdes ont publiquement refusé ces dogmes pendant un temps, mais ils font profil bas depuis l'arrestation de leur leader en 1999 et se sont eux aussi rangés à la "défense de l'intégrité nationale turque".

Cette situation pour le moins étonnante reflète l'un des paradoxes de la Turquie d'après le coup d'Etat de 1980. On assiste en effet à une évolution contradictoire : d'une part, la référence à "l'unité" de la Turquie est réaffirmée. Certes, l'unité nationale était déjà fondée et sacrée par le kémalisme, dans son effort d'instaurer, sur les restes d'un Empire multiconfessionnel et multinational, un Etat-nation unitaire. Mais le coup d'Etat militaire réaffirme avec force le dogme de l'unité nationale. En effet, sa légitimation première était le rétablissement de la paix civile et du lien national, menacés par l'extrême polarisation et la violence politique de la fin des années 1970. Cette unité réaffirmée a diverses composantes : unité de l'Etat, de la population, de la langue, du territoire, de la religion.

Parallèlement, on observe à partir du milieu des années 1980 un essor de mouvements politiques et de discours identitaires aux niveaux religieux (islamistes), ethnique (nationalistes kurdes), confessionnel (militants alévis), qui s'inscrivent dans un contexte international plus large de nouveaux identitaires<sup>10</sup>. Ces mouvements, qui remettent implicitement en question l'unité nationale, donnent même lieu à ce qui fut appelé au milieu des années 1990 "le problème identitaire" (*kimlik sorunu*)<sup>11</sup>. Au tournant des années 1990, comprenant que continuer à imposer une uniformité forcée ne pourrait être que contre-productif, l'Etat autorise de nouveau une expression plus libre des acteurs sociaux, sans toutefois renoncer à l'affirmation des dogmes de l'unité de la nation turque.

Du fait de cette évolution paradoxale, tout discours public, même (ou surtout ?) identitaire, est accompagné de l'affirmation de valeurs comme l'unité, la laïcité et la démocratie - valeurs absolues et références obligées. Celui qui ne se tient pas publiquement à ces références se met en danger. L'une des conséquences concrètes de la conjonction entre multiplication des acteurs identitaires et sacralité du discours de l'unité est le fait que le

---

<sup>10</sup> Voir Ayşe GÜNEŞ-AYATA, "Identity politics in Turkey", *New perspectives on Turkey*, n°17, 1997, p. 59-73.

<sup>11</sup> Un problème qui a préoccupé aussi bien la droite (voir le numéro consacré aux débats identitaires "Kimlik Tartışmaları ve etnik mesele. Birlik, barış ve çözüm nerede ?" *Türkiye Günlüğü*, n° 33, mars-avril 1995) que la gauche (voir le numéro spécial "etnik kimlik ve azınlıklar", *Birikim*, n°71-72, mars-avril 1995).

crime par excellence est le "*bölücülük*", littéralement le "divisionnisme" ou "séparatisme". De fait, chaque acteur divise le monde entre les gentils et les *bölücü*, en plaçant dans cette seconde catégorie ses principaux ennemis. Cette théorie de l'unité renferme aussi une théorie de la conspiration : le *bölücü* est en même temps le conspirateur dans la mesure où il "provoque" la division, manipule, où il a des "intentions cachées". Ce schéma interprétatif reprend des catégories classiques de la construction de l'ennemi intérieur, souvent relié à un ennemi extérieur.

Mais si l'unité sacrée du "consensus obligatoire" est affirmée par tous, elle est également récupérée par chacun dans différents registres, souvent à coups de glissements sémantiques. En effet, une fois cette référence obligée affirmée, les usages qui en sont faits sont extrêmement flexibles. Ainsi, les différents acteurs politiques, tout en reprenant à leur compte cet élément de discours officiel, s'en servent pour essayer d'imposer leurs idées. Que les kémalistes et les nationalistes accusent les nationalistes kurdes de "*bölücü*", cela n'a rien de très surprenant. Ce qui est plus intéressant, c'est que la catégorie du séparatisme n'est pas l'exclusivité du PKK, mais est parfois élargie aux islamistes, ou à l'Etat lui-même. Par exemple, pour la gauche, les "*bölücü*" sont les religieux, les nationalistes et les capitalistes, qui essayent de diviser le "vrai peuple de Turquie" entre Kurdes et Turcs, croyants et non-croyants, alévis et sunnites, et ce pour mieux l'exploiter, alors que la fracture réelle passe entre les opprimés et les dominants. Pour leur part, les islamistes dénoncent les laïcs ("athées"), la gauche, et parfois même l'Etat, comme "séparatistes" : les gauchistes matérialistes, ces "hommes sans religion", en tentant de convaincre les alévis qu'ils ne sont pas musulmans, mais aussi l'Etat laïc, en essayant "d'évacuer la religion", sapent aussi le lien social et sèment le trouble parmi le peuple uni et croyant de toute la Turquie. Pour les nationalistes, les idéologies séparatistes, marxistes et matérialistes des "terroristes" tentent "d'intoxiquer" les Kurdes, ces Turcs des montagnes, pour mieux les séparer de leurs frères turcs, et semer le trouble en Turquie. Ainsi, le même schéma interprétatif est repris par tous, mais réinterprété à différents niveaux : le cadre reste le même, seuls les acteurs changent. C'est la fluidité même de ce cadre qui garantit ses multiples réinterprétations.

Les différents acteurs se servent ainsi de cet élément de discours officiel pour essayer d'imposer leur "di-vision du monde". Le registre du séparatisme est indéterminé : c'est sa définition même qui reste l'enjeu du débat, débat qui cache cet enjeu puisqu'il est exprimé en catégories neutres, et que le "*bölücü*", le "traître" est une catégorie sans appel.

La reprise de ce schéma est le gage de légitimité de celui qui l'emploie et lui permet d'exprimer ses revendications dans un cadre accepté, même lorsqu'il prend indirectement

parti contre le gouvernement, voire l'Etat<sup>12</sup>. Un examen du langage adopté par les candidats du Refah au moment de leur victoire aux municipales de 1994 et aux législatives de 1995 montre leur promptitude à l'emploi d'une terminologie telle que "démocratie", "droits de l'homme", ou même "laïcité". C'est pour pouvoir la redéfinir que les islamistes ont tenté de se réapproprier la laïcité en proposant une laïcité "vraie" tolérante, contre la laïcité "kémaliste", autoritaire et oppressive. Le jeu consiste à reprendre les principes intouchables pour les redéfinir, et à surtout ne pas s'en distancier. Chaque acteur, en se présentant comme défenseur de l'unité (ou de la laïcité), valeur suprême et menacée, et donc en défenseur du bien public contre ses ennemis, légitime son discours et son action. Ainsi, différents groupes luttent pour le pouvoir de parler pour la nation, et pour représenter leur propre voix comme celle du tout national, définissant celles des autres en conséquence.

Ce schème interprétatif ne concerne pas seulement des affaires proprement "identitaires", mais constitue aussi la grille de lecture de nombreux conflits sociaux... alors même que, paradoxalement, les appels à ne pas laisser se déplacer les conflits au niveau des identités, et cela au nom de l'unité et de la paix fusent de toutes parts<sup>13</sup>. Les observateurs de la vie politique mettent constamment en garde : "il existe des groupes qui veulent diviser la Turquie et détruire la fraternité" sans pouvoir toujours les identifier. Les appels à la vigilance pour ne pas être l'objet de conspirations sont généralisés<sup>14</sup>, et chacun nie avoir provoqué le conflit et se présente comme celui qui cherche à le résoudre. Il se dégage ainsi l'unanimité sur le fait que le pire mal est la division ; que l'unité du pays est sacrée, mais qu'il existe des ennemis intérieurs, qui luttent contre cette unité, et sont manipulés par des forces extérieures dans le but d'affaiblir la Turquie. Malgré la diversité, voire l'opposition, des positions défendues, un seul cadre est reconnu par tous, et n'est jamais remis en question. On assiste donc à la formation, à plusieurs voix, d'un méta-discours, qui délimite les frontières et les formes de ce qu'il est politiquement légitime de dire.

---

<sup>12</sup> Etienne COPEAUX, « Le consensus obligatoire ». In : Isabelle RIGONI (coord.), *Turquie, les mille visages. Politique, religion, femmes et immigration*. Paris : Syllepse, 2000, p. 89-105.

<sup>13</sup> Voir, pour l'analyse dans ce cadre d'un conflit précis, Elise MASSICARD, "L'alévisme, une identité collective à sens multiple". *Etudes turques et ottomanes – documents de travail*. n°9-10 (EHESS), 2001, p. 61-78.

<sup>14</sup> Voir par exemple E. ÇÖLASAN, "MHP'ya uyarılar", *Hürriyet*, 15 mai 1999.

## UNE FAUSSE POLARISATION

Mais plus cette référence à l'unité est affirmée dans des contextes divers, plus elle relève du domaine de l'incantation. Or, même si elle se vide de son sens concret, cette référence obligée influence la manière de formuler le discours et, par là, celle de construire et de percevoir la réalité. Les constructions discursives et rhétoriques, les habitudes de discours, contribuent à la reproduction et la naturalisation de représentations partagées<sup>15</sup>. Ainsi, le cadre interprétatif de l'unité et du *bölücü*, principe de division de la société turque, contribue à faire penser le monde sur un mode dualiste, en catégories homogènes. Paradoxalement, cette syntaxe de l'unité porte à la recherche d'ennemis intérieurs et à la division. Assiste-t-on pour autant à une polarisation de la société turque ?

On en arrive à une situation inextricable où un acteur, défenseur de l'unité et des valeurs de la nation dans un discours, sera présenté comme le séparatiste et traître dans un autre. Cependant, en raison de la superposition de différentes divisions, on n'assiste pas à une polarisation comme ce fut le cas à la fin des années 1970. Les Alévis (Kurdes aussi, dans certaines régions), étaient alors amalgamés aux activistes de gauche, et les sunnites, aux nationalistes de droite. On employait alors indistinctement ces deux catégories (politique et confessionnelle) - avec, bien sûr, des variations selon les contextes - et ces deux registres étaient mobilisés. La variable ethnique n'avait que peu d'importance ; c'est ainsi que, dans certaines régions, on trouvait de nombreux kurdes sunnites dans l'extrême-droite, qui avait pourtant une composante nationaliste turque exacerbée ; cette situation n'était pas perçue comme une contradiction et fonctionnait sur le plan sociologique. Cette logique de partition de la société en deux camps, clairs, définis selon deux facteurs, mais qui se recoupaient totalement, jouait dans le sens d'une logique de polarisation, donc de guerre.

Or, la situation est très différente aujourd'hui, malgré la prégnance du discours sur les identités, de par l'indétermination du critère de clivage social. Depuis les années 1970, les nationalistes kurdes ont imposé le critère ethnique, aujourd'hui incontournable. De même, l'islamisme a joué un rôle de premier plan dans la dé-polarisation de la vie politique turque après 1980, dans la mesure où il a réussi à mettre la composante religieuse au cœur de la vie politique. Différentes lignes de clivage (religieuse, ethnique, confessionnelle, etc.) sont en concurrence, et ne se recoupent pas. Ainsi, Abdullah Öcalan a-t-il salué les décisions du 28 février 1997 sonnantes le glas de l'islamisme au pouvoir comme allant dans le sens de la démocratie, et Erbakan a-t-il exigé la mise à mort d'Öcalan... Les oppositions se mêlent et

---

<sup>15</sup> Michael BILLIG, *Banal Nationalism*, Londres : Sage, 1995.

se recomposent, et la situation est plus fluide. On assiste donc bien, ces dernières années, avec la multiplication des clivages, à une dépoliarisation contradictoire.

## LES PARADOXES DE LA SPHERE PUBLIQUE

La prise de parole publique, même identitaire ou oppositionnelle, n'est donc pas soustraite à l'influence du discours officiel. Les médias, même indépendants, contribuent à diffuser et à banaliser des représentations et modes de pensée qui, en soi, n'ont rien de naturel<sup>16</sup>. Il semble ici nécessaire de revenir sur les modalités d'articulation de la sphère publique et médiatique.

En effet, la libéralisation des médias depuis les années 1990 ne signifie pas qu'une fois écartée l'uniformité officielle imposée par le haut, diverses formations de la société civile avec leurs traditions propres trouvent une "expression libre" dans les médias<sup>17</sup>. En effet, les médias commerciaux s'appuient sur des cadres anticipatoires familiers pour fournir des modalités simples d'organisation du sens. Ils condensent et cristallisent l'information dans des formes prêtes-à-consommer par des audiences hétérogènes, et l'encadrent en des positions claires. Or, la conspiration globale, substance familière des récits de guerre froide, mais aussi trame conventionnelle d'innombrables films d'espionnage, est un thème familier à de larges audiences et un schéma interprétatif plausible<sup>18</sup>. Ainsi, les discours politiques et identitaires tels que reflétés par les médias ne sont peut-être pas le signe d'une hégémonie idéologique monolithique, mais répondent probablement aussi à une logique commerciale et médiatique, dans laquelle sont impliqués de nombreux acteurs - que ce soit du côté de la "production" (journalistes) ou de la "consommation" (audiences)<sup>19</sup>. Paradoxalement, les logiques commerciales et médiatiques pourraient donc contribuer à la formation d'un consensus interprétatif national.

---

<sup>16</sup> Arus YUMUL, Umut ÖZKIRIMLI, "Reproducing the nation: 'banal nationalism' in the Turkish press". *Media, Culture, Society*, vol. 22 n°6, 2000, p. 787-804.

<sup>17</sup> Cette thèse courante est défendue notamment par M. Hakan YAVUZ, "Media Identities for Alevis and Kurds in Turkey". In: Dale EICKELMAN et John ANDERSON (eds.) *New Media in the Muslim World: The emerging Public Sphere*. Bloomington: Indiana University Press, 1999, p. 180-199.

<sup>18</sup> Par ailleurs, il trouve une illustration parfaite avec les événements du 11 septembre...

<sup>19</sup> Ayşe ÖNCÜ, "Packaging Islam: Cultural Politics on the Landscape of Turkish Commercial Television". In: *Public Culture*, 8, 1995, p. 51-71.

## CONCLUSION

Il semble nécessaire d'amender la thèse d'une libéralisation pure et simple du discours en Turquie contemporaine, pour réfléchir sur les formes de communication dans une perspective de sémiologie politique : la formation, ou l'imposition, d'un corpus de catégories légitimes ainsi que d'un méta-discours consensuel ; la réappropriation de ce langage unique par différents acteurs, éventuellement sa subversion, et les conséquences de ce processus sur les représentations et les mobilisations politiques ; la distinction nécessaire, dans l'analyse, de différents niveaux de discours ; enfin, le rôle des médias et les paradoxes de l'articulation d'une sphère publique.

Alors même que le discours de l'unité est invoqué de toutes parts, le noyautage et le clientélisme sont généralisés (à l'intérieur de la petite patrie ou du clan, mais aussi de l'ethnie, de la confession, ou de l'orientation politique), inscrivant ainsi dans les pratiques ce compartimentage social à géométrie variable. Cette guerre larvée et multiforme d'une société contre une partie d'elle-même contribue peut-être à expliquer la faiblesse et le cloisonnement des mobilisations collectives<sup>20</sup>.

Ces schèmes d'interprétation survivent avec brio à l'affaiblissement des deux "menaces" contre lesquelles ils ont été le plus utilisés, l'islamisme et le PKK. Ils expliquent en outre que le processus d'intégration à l'Europe soit pensé avant tout en termes d'unité et de sécurité nationales. Au-delà de la diversité de ses usages, la prégnance de ce cadre discursif marque la centralité de l'Etat et de la Turquie comme contexte de référence, alors même que nombre de mouvements politiques issus de Turquie sont transnationaux et déterritorialisés, et leurs discours souvent élaborés en partie sur d'autres parties du globe. C'est peut-être ici que l'intégration à l'Europe sera la plus difficile.

---

<sup>20</sup> Gilles DORRONSORO, "Réflexions sur la causalité d'un manque : pourquoi y a-t-il si peu de mobilisations en Turquie ?" dossier "*Turquie*", septembre 2001, <http://www.ceri-sciences-po.org>.